

PÔLE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE

Direction du développement culturel
des territoires

Fonds départemental d'art contemporain

10, avenue de Basingstoke
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 81 23 13

@ culture@orne.fr

**CONVENTION DE PARTENARIAT
« ARTISTE »**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ORNE

FLERS AGGLO

Pour la Médiathèque de Briouze

2025-2026

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

1) LE DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Représenté par **M. Christophe de BALORRE**, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution d'une délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 26 septembre 2025.

Siège social : Hôtel du Département – 27, boulevard de Strasbourg - CS 30528 - 61017 ALENCON

N° de licences : PLATESV-R-2021-007247 - PLATESV-R-2021-007244

SIRET : 22610001400134

APE : 8411Z

Ci-après dénommé « le Département »,

D'UNE PART,

ET

2°) FLERS AGGLO

Représentée par son Président, **M. Yves GOASDOUE**

Siège social : 41, rue de la Boule – CS149 – 61103 FLERS CEDEX

N° de licences : PLATESV-R-2021-000870 / PLATESV-R-2021-000871 /
PLATESV-R-2021-000873 / PLATESV-R-2021-000874 /
PLATESV-R-2021-000875 / PLATESV-R-2021-000876 /

SIRET : 200035814-00017

Ci-après dénommée « le Partenaire »

D'AUTRE PART,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au titre de la saison 2025-2026, le Conseil départemental de l'Orne, au travers du Fonds départemental d'art contemporain (FDAC) et Flers Agglo œuvreront en partenariat pour la réalisation d'une exposition.

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES QUE :

ARTICLE 1 – PROGRAMMATION

Sur accord des deux partenaires, le Conseil départemental de l'Orne, au travers de la Direction du développement culturel des territoires présentera une exposition dédiée à **Josselin POTIER DE COURCY, artiste accueilli en 2025 en résidence à 2Angles à Flers, dans le cadre du dispositif départemental « *Maintenant et demain* », durant la période de mai à juin 2026 à la Médiathèque de Briouze.**

Les dates précises d'exposition restent à définir.

Les modalités d'organisation du vernissage restent à définir.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

« le Département »

- prendra en charge le déplacement des œuvres, les chargements et déchargements des œuvres ainsi que la manipulation de celles-ci.
- prendra en charge l'installation des œuvres sur le lieu d'exposition conformément à la scénographie convenue avec « le partenaire » et l'artiste,
- précisera les dates de montage et démontage au partenaire,
- procèdera au règlement des salaires des techniciens embauchés pour assurer la partie technique du montage et du démontage de l'exposition,
- fournira au partenaire la liste des œuvres présentes durant l'exposition ainsi que leur estimation,
- présentera au partenaire des supports de médiation écrits et pourra se charger de la formation d'un médiateur mis à disposition par le partenaire,
- effectuera auprès de son assureur les démarches nécessaires à la couverture des œuvres de l'artiste pour toute la durée de l'exposition.

« le Partenaire »

- prendra en charge le pré-aménagement du lieu de l'exposition, ainsi que l'organisation d'un temps de convivialité public de présentation du projet (vernissage, inauguration, restitution, etc.),
- mettra à disposition du personnel pour l'installation et le démontage de l'exposition,
- prendra en charge tous les frais de l'artiste (repas, hébergement, transport et le matériel pour le fonctionnement des ateliers de pratique artistique si besoin),
- S'engage à mener des actions culturelles - en lien avec cette exposition – au profit des publics de son territoire (établissements scolaires, socio-éducatifs, spécialisés, associations, etc.) et en faisant appel à des intervenants spécialisés en médiation culturelle, internes et/ou externes, professionnels et/ou bénévoles.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ DES PARTENAIRES

« le Département » et « le Partenaire » sont chacun d'eux responsables de leurs propres personnels, matériel, installations et locaux.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

Pour l'ensemble des outils de communication, chacun des partenaires fera mention de l'autre (en toutes lettres et par la présence des logos) sur l'ensemble des outils de promotion utilisés.

« le Département » organisera et assurera la charge financière de l'ensemble des documents promotionnels sur le département.

« le Partenaire » veillera à relayer la promotion des événements sur son secteur géographique. Il pourra utiliser différents outils : affiches de l'ensemble de la programmation, lettres, tracts, parutions dans les gazettes communales, e-mailing, etc.



ARTICLE 5 – ANNULATION

Dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence et/ou toute mesure d'interdiction fixée par arrêté et/ou événement exceptionnel, empêchant le déroulement de l'exposition aux jours et horaires prévus à l'article 1, les Partenaires peuvent convenir de reporter l'exposition à une date ultérieure. La date de la nouvelle exposition est choisie d'un commun accord entre les Partenaires.

ARTICLE 6 – RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où l'exposition ne pourrait pas avoir lieu et de report impossible ou d'absence d'accord entre les Partenaires dans un délai de 1 à 2 mois à compter de la date de l'exposition initialement prévue, la convention est résiliée de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par ailleurs, « le Département » se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour un motif d'intérêt général, après notification par lettre recommandée avec accusé de réception et dans le respect d'un préavis de 2 mois. Ce pouvoir de résiliation unilatérale a pour contrepartie l'indemnisation intégrale du préjudice causé au Partenaire, sur la base des dépenses liées à l'accueil de l'exposition, engagées et justifiées par le Partenaire.

En cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou de l'une des clauses de l'un quelconque des avenants à ladite convention, « le Département » se réserve également le droit de mettre fin unilatéralement et à tout moment, à la présente convention dès lors que dans les 15 jours suivant la réception de la mise en demeure envoyée par « le Département » par lettre recommandée avec accusé de réception, « le Partenaire » n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

ARTICLE 7 - LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Caen mais seulement après l'organisation d'une réunion de conciliation restée vaine.

Fait à

Le

**LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**LE PRÉSIDENT
DE FLERS AGGLO**

Christophe de BALORRE

Yves GOASDOUE